

tempéré, le marché très-avantageux, le travail en grande demande, et ce qui plus est les colons certainement se compteraient par centaines s'il y avait des chemins.

La petite ville de Hull est habitée en bonne partie par d'anciens cultivateurs, maintenant fatigués du travail des manufactures et qui n'attendent que le moment favorable pour redevenir ce qu'ils ont été. De plus, plus d'un millier d'hommes de chantier visitent tous les ans ces parages. Un bon nombre aimeraient s'établir sur ces terres; mais le manque de chemins paralyse tout.

Pour donner une idée du peu d'encouragement que la population reçoit ici, nous dirons que le canton Egon, voisin du Désert, et dans lequel je demeure, renferme une population d'au-delà de cinquante familles, réparties en plusieurs groupes d'établissements, et n'a pas encore obtenu un seul denier du gouvernement. Il en est ainsi du canton de Kensington. Dans le canton d'Amond un peu d'argent a été dépensé, mais pas assez pour atteindre les derniers établissements, formés cependant depuis une dizaine d'années. Y a-t-il lieu d'être surpris, si la colonisation n'avance pas à pas de géant?

Aussi longtemps que le colon sera considéré comme un portefaix et une bête de somme, comme un être livré à toutes sortes de peines physiques et morales, il n'y a pas de colonisation possible.

Le gouvernement a été informé des faits, la question a été prise en considération; mais de chemins, point. La réponse finale, c'est qu'il n'y a pas assez d'argent.

Mais, n'en trouve-t-on pas pour faire venir des immigrants d'Europe? On distribue des agents à droite et à gauche; on paie en partie le passage des immigrants. Arrivés, au pays, on les loge, on les nourrit jusqu'à ce qu'on leur ait trouvé une situation, et le canadien, lui, on le laisse dans la boue jusqu'aux oreilles. Tire-toi d'affaire comme tu pourras. Nous connaissons de braves familles qui ont abandonné de bonnes terres sur la Rivière du Lièvre, parce qu'il n'y avait pas de chemins, ni d'espérance d'en avoir.

On veut à tout prix, dit-on, augmenter la population; mais si nous ne prenons pas les moyens de conserver notre population indigène, nos frères, nos parents et nos amis, conservons-nous davantage la population étrangère?

Et supposons que nous la conservions, pour chaque homme qui nous viendra de l'autre côté de l'Atlantique, n'y aura-t-il pas un des nôtres qui franchira la ligne 45ième quand la situation se sera améliorée? Il me semble que la chose est claire. Nous ne pouvons conserver nos populations; et on va chercher des immigrants qui nous coûtent bien cher. Y gagnerons-nous à l'échange? J'en doute fort, s'il en faut juger par les échantillons que j'ai été à même de connaître. Ne commence-t-on pas par où il faudrait finir? Ouvrons des voies de communication, construisons des chemins de fer, donnons un nouvel essor à l'industrie et à l'agriculture, enfin créons du travail, et s'il nous faut des bras, ou plutôt ils se présenteront d'eux-mêmes. Les artisans se portent là où les attendent les meilleurs salaires.

Pour être juste cependant, il faut convenir que certaines localités sont mieux traitées par le gouvernement que la Vallée de la Gatineau. Ainsi, tous les ans, on dépense des sommes considérables pour ouvrir ces chemins à l'établissement de la Mantawa, qui est loin d'avoir l'importance et l'avenir des établissements de la Gatineau, comme chacun peut s'en convaincre en consultant le dernier recensement. Nous sommes continuellement à nous demander la raison de cette différence. Le gouvernement retire un revenu immense des forêts de la Gatineau. Tous les habitants presque sans exception contribuent au revenu de la province de Québec, puisque presque tous sont engagés à l'exploitation du bois. Comment se fait-il qu'ils ne puissent obtenir leur part légitime des revenus de la Province qu'ils contribuent à grossir plus que qui que ce soit? Eh! que n'a-t-on pas fait encore pour la colonie belge de Monte-Bello? Nous sommes, certes, loin de blâmer ce qui a été fait; mais que n'en fait-on autant pour les enfants du pays?

Ici le colon est absolument laissé à lui-même. Il n'a jamais vu un officier du gouvernement, il n'a jamais vu le membre de son comté, l'Agent des Terres de la Couronne de-

meure à Hull, au-delà de cent milles des derniers établissements. Personne pour s'enquérir des besoins de la colonisation, aucune voix autorisée pour faire valoir nos justes réclamations. Il n'y a que nos prêtres qui s'en occupent. Si encore on les écoutait. On dit qu'il n'y a pas d'argent. Que n'élève-t-on un peu le prix des terres, s'il est nécessaire,

Dans le canton d'Egon les terres se vendent trente centins l'acre. Or pense-t-on que nous n'almerions pas mieux payer cinquante centins l'acre et avoir des chemins? Et ce serait une différence dans la valeur du canton d'environ douze mille piastres. Pense-t-on que si le gouvernement dépensait les douze mille piastres en question, en voies de communication dans le susdit canton, il ne pourrait pas placer ses terres à cinquante centins l'acre. Non, certes, et nous affirmons qu'il en trouverait facilement un dollar l'acre et il ferait une spéculation avantageuse qui lui aiderait à promouvoir d'autres entreprises.

C'est ce que ferait d'ailleurs tout propriétaire sensé qui serait en possession de ces terres. Il aurait un agent local, il ouvrirait de bons chemins, il bâtirait des logements pour recevoir les nouveaux colons et il ferait annoncer les terres aux quatre coins du pays. Nous avons vu des terres du Nebraska annoncées dans les journaux du Canada. Aussi longtemps qu'on n'entrera pas résolument dans cette voie, et qu'il n'y aura pas d'organisation plus puissante, inutile de parler de colonisation. Ce ne seront que des paroles en l'air. Il n'est que juste que le colon puisse se transporter en voiture à la porte de son chantier.

Nous n'avons nullement l'intention de faire la guerre au gouvernement. Sa politique nous intéresse peu dans ces régions reculées. Nous pensons que le vice est dans l'organisation du Département des travaux publics et dans celui des Terres de la Couronne. Nous pensons que les deux chefs de ces départements sont animés des meilleures intentions. L'honorable M. Archambault, nous assure-t-on, s'est donné un trouble infini pour le bon fonctionnement de son département, mais nous croyons que les crédits mis à sa disposition ne sont pas assez considérables.

C'est à la Chambre d'y voir. Qu'on établisse des agences partout où il sera jugé nécessaire, avec instruction aux agents de faire connaître au gouvernement les besoins de leurs districts respectifs, que l'on construise dans les centres de colonisation des logements pour recevoir les colons, comme l'on fait pour les Immigrants. Le colon qui s'enfonce jusqu'à trente lieues dans la forêt, n'est-il pas un peu étranger dans sa nouvelle patrie? D'ailleurs n'est-ce pas dans ces établissements nouveaux que les logements sont le plus difficile à trouver. Nous avons vu chercher pendant trois ou quatre jours pour s'en procurer un.

Enfin agissons en hommes d'affaires, et si nous voulons coloniser, prenons-en les moyens.

C'est une des questions dans lesquelles il nous faut oublier toutes nos dissensions et marcher comme un seul homme.

Nous faisons donc appel au gouvernement et à l'opposition. Puissent-ils étudier la question sous toutes ses formes: sans préjugés, sans parti pris, sans arrière-pensée politique et dans le seul but de promouvoir les intérêts du pays. C'est l'unique désir de votre correspondant. — PIERRE BELANGER.

### Les effets de la foudre sur différents espèces d'arbres

A la dernière réunion de la Société philosophique de Manchester, M. Sidebotham a entretenu la Société des effets de la foudre sur les différentes espèces d'arbres.

L'auteur a recueilli un certain nombre d'observations d'arbres frappés par la foudre, et il a été surpris de trouver que le hêtre paraissait y échapper; on pourrait dire peut-être que jamais un hêtre a été foudroyé.

Voici une série de nombre qui représentent la fréquence, dont, dans vingt-huit cas observés, ces diverses espèces d'arbres ont été frappées en Angleterre: